



Conseil régional du Centre-Val de Loire
9, rue Saint Pierre-Lentin
CS 94117
45041 Orléans Cedex 1
Tél : 02 38 70 30 30 – Fax : 02 38 70 31 18
www.regioncentre-valdeloire.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-234500023-20180628-DAP_18_04_11-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/06/2018

Publication : 29/06/2018



Délibération de l'Assemblée Plénière

DAP N° 18.04.11

ADOpte A L'UNANIMITE

OBJET : Assurer un service public de qualité dans les lycées avec des emplois durables

Le Conseil régional, réuni en Assemblée plénière les **28 et 29 juin 2018** après avoir pris connaissance du rapport du Président du Conseil régional ;

Vu les articles 3-1 et 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

DECIDE

- 1) De créer des emplois dans les cadres d'emplois et grades de la fonction publique territoriale dont le détail figure dans le tableau des emplois et des effectifs en annexe ;
- 2) D'adopter le tableau des emplois et des effectifs tels qu'il figure en annexe ;
- 3) D'autoriser l'ouverture de certains emplois au regard de la nature des fonctions ou les besoins des services et conformément aux dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 à l'emploi non titulaire, dès lors que la Région n'est pas susceptible de recruter un agent titulaire, tels qu'indiqués dans le tableau des emplois et des effectifs joint en annexe ;

4) D'autoriser le recrutement d'agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 pour remplacer sur les emplois du tableau des emplois et effectifs en annexe des fonctionnaires territoriaux ou des agents contractuels de droit public momentanément indisponibles ;

Le Président du Conseil régional,



François BONNEAU

SIGNE ET AFFICHE LE : 29 juin 2018

N.B. : Le Président susnommé certifie le caractère exécutoire de cette décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans CEDEX 1, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.